

Service Pénitentiaire

Prison de Uva

RE 32767

RE 5543 Kuhl

2e car.

Nom : MWAMIRIZA Zacharie.

Origine : Katanza

Chefferie : Katanza

Territoire : Gatumansville

Profession : Chauffeur

N° du R.E. : 32767

Formule dactyloscopique : PUA Frou du 26.10.50 Mandat d'arrêt RMP 1290/B

Arrêté le : 26.10.50  
Entre : 28/10.50

Condamné le : 1.3.51 à 2 ans + 4 mois SPP par T. 1<sup>er</sup> Inst du R.V.  
31.7.51 Appel confirmé

1/4 de peine : 24 mai 1951 R. 7-8-52.

Sorti le : 23.10.53 27 août 1952 AR 6 août 1951

Transféré le : 26-12-1951 à Kuhlenger 3 octobre 1952 1/1/53

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN,

Ruhengeri



9773

*[Signature]*

# Territoires

Ruanda - Urundi

Ruanda - Urundi

GEWESTEN

N° 13/03/92

Rappeler dans la réponse la date et le numéro.

In het antwoord vermelden : nummer en  
dagtekening.

Réponse au n°

Antwoord op n°

du 19  
van

ANNEXE

Bijlage

OBJET :

Voorwerp :

Fiche de Lib. Condit.

16-9-52  
Transmis à Monsieur le Gardien de prison à

RUHENGIERI, la fiche de libération conditionnelle

du détenu MWAMIRIZA Zacharie ~~de~~ RE 5543 dont la

la libération conditionnelle est ajournée.

Usumbura, le 5 septembre 1952

Le Chef du Service du Contentieux  
et de la Justice, P. LEROY

*Pierre Leroy*  
Conseiller Juridique.



R. Ecou no. 33767R. M. P. No. 12.90/1951R. P. A. No. 1

5543

## Libération conditionnelle.

Bulletin de renseignement du ..... nommé (1) MIYAMIRIZA Zacharie fils de Kuroka  
de Kwaachereza originaire de la colline Kwatana chef Katanu  
Residence de Butemanyu

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	<u>Tribunal de 1<sup>re</sup> Instance du R.U</u>
Date du jugement	<u>1-3-51</u>
Motif de la condamnation	<u>1/roulage 2/roulage, 3/roulage et homicide involontaire</u>
Durée de la servitude pénale principale	<u>2 ans + 2 mois + 2 mois cumulé 2 ans + 4 mois</u>
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	<u>26-10-50</u>
Décision de la juridiction d'appel	<u>31/7/51</u>
Date du jugement d'appel	<u>Confirmé</u>
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	<u>24-5-51</u>
Date d'expiration de la peine	<u>23-2-53</u>

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

1°) Avoir le 26 octobre 1950, en territoire d'Uumbura, été surpris en état d'ivresse et conduisant un véhicule automobile, en l'espèce le camion Studebaker plaque N° R.U. 789.-

2°) Avoir dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, sachant que le véhicule qu'il conduisait venait de causer un accident, pri la fuite pour échapper aux constatations utiles et négligé de porter secours à sa victime.-

3°) Avoir dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, conduit un véhicule automobile à une vitesse et une manière dangereuse pour le public, et omis de rester constamment maître de sa vitesse et de régler celle-ci de façon à conserver devant lui un espace libre suffisant que pour lui permettre d'arrêter son véhicule en présence d'un obstacle.-

4°) Avoir dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, tenté de dépasser avec son camion la voiture conduite par Monsieur Pallemann Henri qui le précédait et ce alors qu'il existait de danger d'accident suffisant que pour éviter tout accident.-

5°) Avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, par défaut de prévoyance et de précaution et par inobservance de l'ordonnance sur la Police de roulage, involontairement la mort de Mademoiselle Colette TONDEUR mais ce sans intention d'attenter à la personne d'autrui;-

Primitivité  
3/8/51

T. J. du 1<sup>er</sup> 2

Alfawalt 2.8.52  
1/1 AMP  
Bacq



Observations du gardien de la prison sur :

Paris non payé  
le 2/8/51  
le gardien  
Chomont.

1° la conduite. *assez bonne*

2° le caractère. *calme  
pas de difficulté*

2/8/52  
Paris non payé.

Le Gardien de prison  
J. J. J.

3° les dispositions morales du détenu.

*in différence*

*idem*

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

*avis défavorable*

*8/8/52*

*Res ady.*

*[Signature]*

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans un an  
7-8-51

Le Vice-Gouverneur Général  
du Congo Belge.

Gouverneur du Ruanda Urundi

P. O.

Le Conseiller Juridique

P. LEROY.

*[Signature]*

L'intérêt bénéficie de C.A.R. du 6 août 1951. Sa  
jeune principale expire donc le 07.8.1952. Il lui reste à  
purger à défaut de paiement la S.P.S. et la  
contrainte par corps. (1 mois + 1 mois + 2 mois S.P.S.  
+ 7 jours C.P.C.) Je suppose  
que le Procureur vous a écrit à ce sujet.

Conseiller juridique

*[Signature]*

Résidence du Burundi

N°          R. E. 5543

Prison de Ruhengeri

R. M. P. N° 1290

FICHE DU DÉTENU : MWAMIRIZA

Originaire de la chefferie Katana

Territoire Posternausville

Résidence ou district         

Condamné le 1/3/57, par Tribunal 1<sup>re</sup> Instance du R.U

à 2 ans et 4 mois

du chef de         

Renseignements divers :

( moralité — amendement — situation familiale )

Tournez s'il vous plaît.

## P U N I T I O N S

Dates	Motif	Peine

TERRITOIRE DU RUANDA-URUNDI  
RESIDENCE DU RUANDA  
TERRITOIRE DE RUHENGARI  
-----

Ruhengeri, le 29 AOUT 1952.-

N° /JUST.4.-  
-----


OBJET:

Aff. RWAMILIZA Zacharia.-

Monsieur le Substitut,

Comme suite à votre lettre n° 2977/D.  
5/8. du 27 Aout 1952, j'ai l'honneur de vous retourner  
l'attestation de remise de condamné du nommé RWAMILIZA

LE GARDIEN DE PRISON,

D. NEVEJANS,-  


Monsieur le Substitut du  
Procureur du Roi  
à

K I G A L I.-  
-----



A Monsieur le Gardien de Prison  
à LAZARATZ



## REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL *d'Appel du R.U.*Reg. du M.P. N° *224/ Appel*

Reg. du rôle. N° .....

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de *Appel du R.U.*

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à *Usumbura*  
de recevoir et emprisonner le nommé *Muramaliza Zacharie*, fils de *Semata*  
*et de Muratshelera*, orig. de *Kasana*. *Cerr. Cool - District et Port Hoiré*  
*chauffeur, résidant à Usa C.E.C. belge - 3<sup>e</sup> avenue N°5*  
condamné par jugement du Tribunal *d'Appel du R.U.*

en date du *31 juillet* 1951 devenu irrévocable le ..... 1951

à *deux mois - deux mois et deux ans S.P.P.*

du chef d'inf. à la police de Zoulage ci inf. aux art 51-53 C.P.C. R.  
*+ a. article 200 - 200 et 200 fi au 1<sup>er</sup> - 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> S.P.P.*

*Usa*, le *31 juillet* 1951

*ou rig. annul celle du 1<sup>er</sup> degré*

L'Officier du ministère Public,  
*Baron le Maréchal de Wazier*

*Fugère de Wazier*

# REQUISITION

à fin

## D'EMPRISONNEMENT

pour la servitude pénale subsidiaire  
et la contrainte par corps,

Tribunal de Appel  
Conseil de guerre

R.M.P.A 219

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de Appel  
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de Nsumbura  
de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé Mwamaleza Zachari R.E. 32767

condamné par jugement du Tribunal de Appel  
Conseil de guerre de

du 31 juillet 1957, devenu irrévocable le  
à un mois - un mois et deux mois de servitude pénale subsidiaire à défaut de  
payer l'amende de 200 - 200 et 500 francs (ou) à 7 jours et 3 jours  
de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 75 francs et de 80 francs  
montant des frais du procès (ou) à 1<sup>er</sup> degré deuxième appel de contrainte par  
corps faute de verser la somme de / montant des dommages intérêts  
à la partie civile.

A Nsumbura, le 30 août 1957

L'Officier du Ministère Public, L. Busine

Toutes C. P. @ ramené à 7 jours

[Signature]

A. Prison de Ruhengeri.

---

KATUMBU Patrice	:	R.E.	34.063.
TIBAZUNGEZA Thomas	:	"	33.912
MAJUTO Louis	:	"	33.897
KAUZU	:	"	33.896
MOHAMED BIN HAMED	:	"	33.840
BANVUNA	:	"	33.770
BURISEO Ibrahim	:	"	33.750
BARUMPOZEMO Laurent	:	"	33.713
KAREKEZI	:	"	33.650
USENI bin Ali	:	"	33.651
KALUTE Pierre	:	"	33.606
BUTEJE	:	"	33.453
BISHARINZA	:	"	33.336
HABIMANA Alphonse	:	"	33.279
KAREKEZI Télésphère	:	"	33.278
KYABO	:	"	33.224
RISASI Pierre	:	"	33.078
AMURUNI	:	"	33.076
NYATUBWIGIRI	:	"	32.912
MUZLIWA	:	"	32.910
MWAMILIZA Zacharie	:	"	32.767
BURAYAGA	:	"	32.523



ORDONNANCE DE TRANSFERT .-

Commissaire <sup>F</sup>rovincial,  
remplaçant le Vice- Gouverneur Général,  
Gouverneur du Ruanda Urundi

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda Uru  
Vu l' Arrêté royal du 11 janvier 1926 qui pourvoit exécu-  
tion de cette loi;

Vu, spécialement en son article 55, l'ordonnance du 15  
Octobre 1931 sur le régime pénitentiaire, rendue exécutoire  
au Ruanda Urundi par ordonnance n° 30/ Just. du 13 avril  
1932;

Vu le surpeuplement de la <sup>F</sup>rison Centrale d' <sup>U</sup>sumbura  
Vu l'avis conforme du Procureur du Roi,

O R D O N N E

Article unique.

Seront transférés de la <sup>F</sup>rison Centrale d' <sup>U</sup>sumbura  
A la prison de RUHENCERI les 22 détenus .-

<sup>U</sup>sumbura, le 17 novembre 1951

Sé/ DE RYCK

Pour copie certifiée conforme

Le consseiller Juridique a. i.

J. BARBIER .

1. SVEČENÍK

se souhlasí s tím, že  
soudní orgán rozhodne

27. 11. 1981

odpověď na dotaz ze dne 18. 11. 1981

7. 12. 1981 se souhlasí s tím, že  
soudní orgán rozhodne

Ustanovení zákona

Č. 100. 1. 1981

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

1835:

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

AN 1. 1. 1981 souhlasí s tím, že

RESIDENCE DE 1' Urundi

# AVIS DE TRANSFERT

Territoire de Usumbura

Nous soussigné

**DUPONT JEAN**

**Gardien de Prison Centrale**

à

**Usumbura**

mandons M. le Gardien de la Prison de

**RUHENGHERI**

de vouloir bien incarcérer les nommés :

**MWAMIREZA ZACHARIE** fils de Suroka et de Kwachareza  
**orig. de la colline Katana Chef Katana Terr. Cote d'Ivoire**

prévenus de :

**Homicide involontaire**

infraction prévue par :

**art. 52 et 53 et 54 C.P. L. II**

mis en détention préventive depuis

**26 octobre 1950**

suivant pièce dont copie ci-jointe

**dossier pénitentiaire**

**Usumbura**

**26**

**8 décembre 1951**

**DUPONT JEAN**

Escorte :

**par Sébastien Rurangwa  
et Nzura baka**

Témoins :

**S. Angles Commis de la Colonie**

**K. Ngarbo Albert Commis Temp.**

**Prière de nous renvoyer une exempl.  
signé pour réception.**



A. Prison de Ruhengeri.

---

KATUMBU Patrice	:	R.E.	34.063.
TIBAZUNGEZA Thomas	:	"	33.912
MAJUTO Louis	:	"	33.897
KAUZU	:	"	33.896
MOHAMED BIN HAMED	:	"	33.840
BANVUNA	:	"	33.770
BURISHO Ibrahim	:	"	33.750
BARUMPOZIMU Laurent	:	"	33.713
KAREKEZI	:	"	33.650
USENI bin Ali	:	"	33.631
KALUTE Pierre	:	"	33.606
BUTEJE	:	"	33.453
BISHARINZA	:	"	33.336
HABIMANA Alphonse	:	"	33.279
KAREKEZI Téléphone	:	"	33.278
KYABO	:	"	33.224
RISASI Pierre	:	"	33.078
ANZURUNI	:	"	33.076
NYAMUBWIGIRI	:	"	32.912
MUZLIWA	:	"	32.910
MWAMILIZA Zacharie	:	"	32.767
BURAYAGA	:	"	32.523

Résidence de L'Uwundi

N°        R. E. 32.767

Prison de Usumbura

R. M. P. N° 1290/3

FICHE DU DÉTENU: MWA MIRIZA Zacharie

Originaire de la chefferie Katana

Territoire Costermouville

Résidence ou district Kirru

Condamné le 1 mars 1957, par H. 1<sup>er</sup> inst. R. U.

à deux ans et quatre mois de SPP

du chef de Homicide involontaire, roulage

Renseignements divers :

( moralité — amendement — situation familiale )

Tournez s'il vous plaît.

## P U N I T I O N S

Dates	Motif	Peine
27.10.50	Indiscipline	8 c/f



## Notification d'appel et assignation.

L'an mil neuf cent cinquante et un, le dix septième jour du mois de juin

A la requête de Georges GILLIY

Greffier du Tribunal d'Appel du Ruanda-Urundi à Usumbura.

Je soussigné

Bommaras 2.2.2.

Huissier assermenté demeurant à Usumbura

Ai donné notification à EWAMILIZA Zacharie fils de Serzoka et de Kwasthekeleza

originnaire du village Katana secteur Katana territoire de

Costermansville district et province du Kivu, chauffeur au ser-

vice de Nassor bin Mohamed Mamri résidant à Usumbura Belge

3me avenue 105=

faisant profession de chauffeur

étant

à

Usumbura

(Puis Central)

et y parlant à

lui-même

de l'appel interjeté par Monsieur le Procureur du Roi du Ruanda Urundi

par acte du

14 Mars 1951

du jugement rendu le

1er Mars 1951

par le Tribunal de

1re instance du Ruanda

Urundi à Usumbura

en cause : Ministère Public contre

EWAMILIZA ZACHARIE

préqualifié

Et d'un même contexte, à même date, mais à la requête de l'Officier du Ministère Public près le Tribunal d'Appel du Ruanda-Urundi, j'ai, huissier soussigné, donné assignation à EWAMILIZA ZACHARIE préqualifié à comparaître devant le Tribunal d'Appel du Ruanda-Urundi à Usumbura, y séant, siégeant comme juridiction répressive au degré d'appel, le dix juillet mil neuf cent cinquante et un à neuf heures du matin, au local ordinaire de ses audiences, à l'effet d'y présenter ses moyens de défenses, voir statuer sur l'appel susdit et y entendre prononcer le jugement à intervenir

Et pour que le notifié - assigné n'en ignore, je lui ai, étant et parlant comme ci - dessus, laissé copie de mon présent exploit.

Dont acte : COUT SIX FRANCS.

L' HUISSIER,

*[Signature]*

## REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL *de 1<sup>re</sup> instance*Reg. du M.P. No. *1190*

Reg. du rôle. No. \_\_\_\_\_

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de *1<sup>re</sup> instance*

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à *Mumbea*  
de recevoir et emprisonner le nommé *Mwamileza Luchane*

condamné par jugement du Tribunal *de 1<sup>re</sup> instance*en date du *1/3/51*. 19 *51* devenu irrévocable le 19 *51*

à

du chef de *1/roulage 2/roulage 3/4.5 roulage et homicide involontaire*  
*a' 2 mois + 2 mois + 2 ans - cumulé 2 ans et 4 mois P.P*

*Uta*

le

*1/3/**1951*

L'Officier du Ministère Public,

*Buttin*

A presque le mont-de-mille Jordan l'île ou  
Complue



MARCEL FIÉVEZ

AVOCAT PRÈS LE TRIBUNAL D'APPEL  
DU RUANDA-URUNDI

USUMBURA, LE 5 mars 1951.

B. P. 194

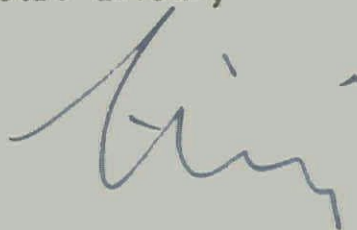
Monsieur Zacharie ~~MWAMILIZA~~,  
Détenu à la Prison Centrale  
USUMBURA.-

Cher Monsieur,

Sinistre I3.971 - Accident Mlle Tondeur -

La Cie LEJEUNE m'a chargé de prendre votre défense devant la juridiction d'appel dans l'affaire de l'accident de Mlle Tondeur. Je vous prie de vouloir bien, au reçu de la présente, demander à Monsieur DUPONT, Gardien de la Prison Centrale, où vous êtes détenu, de vous envoyer au Greffe du Tribunal d'appel pour y interjeter appel du jugement du 1er mars qui vous a condamné du chef de cet accident.-

Votre dévoué,





## ASSIGNATION A PRÉVENU.

L'an mil neuf cent CINQUANTE ET UN le seizième jour du mois de Janvier

A la requête de l'Officier du Ministère Public près le tribunal de première Instance du Ruanda-Urundi à Usumbura.

Je soussigné, Yanli Stanislas

Huissier assermenté

de résidence à Usumbura

Ai donné assignation et laissé copie à MWAMELIZA Zacharie, fils de Senzoka et de Mwatshekelesa, originaire du village de Katana, groupement Kalibanyo, Secteur Katana, territoire Coetmansville, district et province du Kivu; chauffeur au service du précédent, résidant à Usumbura, C.E.C. Belge, 3ème avenue, n° 3

faisant profession de Chauffeur

résidant à Belge

Etant à Usumbura

et y parlant à lui-même

A comparaître devant le Tribunal de première Instance du Ruanda-Urundi à Usumbura séant à Usumbura

le 15 février 1951 à 8 heures du matin

pour 1°) Avoir le 26 octobre 1950, en territoire d'Usumbura, été surpris en état d'ivresse et conduisant un véhicule automobile, en l'espèce le camion Studebaker plaque RU. 789; infraction prévue et punie par l'art. 61, par. 2 de l'Ord. sur la police du roulage 62/158 du 12/3/49, rendue applicable au R.U. par l'ord. 62/135 du 27/9/49;

2°) Avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, sachant que le véhicule qu'il conduisait venait de causer un accident, pris la fuite pour échapper aux constatations utiles et négligé de porter secours à sa victime; - infraction prévue et punie par les art. 6 par. 1, et 61, par. 3 de l'Ord. précitées.

3°) Avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, conduit un véhicule automobile à une vitesse et d'une manière dangereuses pour le public, et omis de rester constamment maître de sa vitesse et de régler celle-ci de façon à conserver devant lui un espace libre suffisant que pour lui permettre d'arrêter son véhicule en présence d'un obstacle; infraction prévue et punie par les art. 19, par. 1 et 2, de l'ord. précitées.

Dont acte, Coût : \_\_\_\_\_ francs.

L'HUISSIER,



4°) Avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, tenté de dépasser avec son camion la voiture conduite par Monsieur Pallemans Henri qui le précédait et ce alors qu'il existait des dangers d'accident et sans s'assurer que la voie était libre à sa gauche sur une longueur suffisante que pour éviter tout accident;  
Infraction prévue et punie par les art. 14, 15 et 61 de l'ord. précitée.

5°) Avoir, dans les mêmes circonstances de temps et de lieu, par défaut de prévoyance et de précaution et par inobservance de l'Ordonnance sur la police de roulage, causé involontairement la mort de Mademoiselle Colette TONDEUR mais ce sans intention d'attenter à la personne d'autrui; infraction prévue et punie par les articles 52 et 53 du C.P.

Y présenter ses moyens de défense et entendre prononcer le jugement à intervenir.

Dont acte,  
L. H U I S S I E R

*fait*

**AVIS DE FIXATION AU GARDEIN DE LA MAISON DE DETENTION**  
**D'USUMBURA.**

Le dossier **REP. n° 1290/B.**

en cause de 1) *Mwamaliza Jachine (et cte)*

- 2)
- 3)
- 4)
- 5)

Détenu préventivement, a été envoyé en fixation devant le  
Tribunal de *1<sup>er</sup> Instance à Usumbura*

Usumbura, le *27/12/1950*  
LE SECRÉTAIRE ADJOINT DU PARQUET

P. DELFOSSE,



*[Signature]*





# ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge du Tribunal de

Résidence de 1<sup>er</sup> Urundi

~~Police de (1)~~

Vu les pièces de l'instruction à charge de MWAMILIZA Zacharie

prévenu de homicide involontaire, roulage.

Vu l'ordonnance en date du 2/11/50

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur M \_\_\_\_\_ agréé par nous, (2) \_\_\_\_\_

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention, ou (3) \_\_\_\_\_

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt restent subsister; qu'en effet ~~il existe des indices sérieux de culpabilité et le fait est passible d'une peine de plus de 6 mois de S.P.P.~~

Vu l'article 37 décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 16/11/50 (4)

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera néanmoins, sur sa demande, laissé en liberté provisoire aux conditions précédemment imposées.

Fait à Usumbura le 14/12/50

Le Juge du Tribunal de

Résidence de 1<sup>er</sup> Urundi

~~Police de~~

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS: L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article 39 du décret

Usumbura

## Ordonnance confirmative.

Nous

Territorial

Résidence

Juge du Tribunal

de Police de

Vu les pièces de la procédure à charge de Mwamiliza Lacherie

originaire de la colline

, sous chefferie

chefferie

, territoire

Résidence de

, prévenu de

a, Conduite en état d'ivresse  
 b, Houlogage  
 c, Homicide involontaire

Où Mr l'Officier du Ministère Public

en ses réquisitions,

Attendu que le susdit a été mis en détention préventive le

Vu l'article 37 du Décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que il existe des indices sérieux de culpabilité et le fait est possible d'une peine de plus de 6 mois de S.P.P.

Constatons pour un mois notre ordonnance en

date du 2/11/1950.

Déclarons que l'intérêt public exige le maintien de la détention de l'inculpé.

Fait à Usumbura, Le 16 Novembre 1950.

Le Juge du Tribunal de Résidence



# ORDONNANCE DE MISE EN DÉTENTION

RMP.1299

L'an mil neuf cent cinquante le deuxième jour du  
mois de novembre

Par devant Nous J. L. L. A. V. ~~Juge du Tribunal de Résidence de~~  
Juge du Tribunal de Police de Usumbura a comparu le nommé MWAMILIZA Zacharie

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence de l'Urundi  
a exposé qu'une instruction du chef de a/ Conduite en état d'ivresse  
b/ Roulage ( conduite dangereuse) c/ blessures involontaires.  
était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante cinquante le deuxième jour du  
mois de novembre

Nous ~~Juge du Tribunal de Résidence de~~

Juge de Police de Usumbura

Attendu que le nommé MWAMILIZA Zacharie  
est prévenu de a/ Conduite en état d'ivresse b/ Roulage (conduite dangereuse  
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Usumbura

Attendu que l'infraction est punissable de plus de 6 mois de S.P.P.  
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé MWAMILIZA Zacharie  
soit ~~incarcéré~~ détenu à la prison de Usumbura pour une durée de 15 jours

Notifié au prévenu le 3/11/ 1950.

Le Juge.

BA 26/10/59

1290/B

Signalement :

Taille.....  
Cheveux.....  
Sourcils.....  
Yeux.....  
Front.....  
Nez.....  
Bouche.....  
Menton.....  
Barbe.....  
Figure.....  
Signes particuliers :.....  
.....  
.....

MANDAT D'ARRET

(Décret du 11 juillet 1923).

PRO JUSTITIA

(Tribunal  
Nous, Officier du Ministère public près le de  
(Conseil de guerre

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de

*Tachani Mwamaliza*

prévenu de *1/ Conduite en état d'ivresse*  
*2/ Les uns corporelles violences*  
infraction prévue par l'art. 62 de l'ordonnance sur la police  
*et 52 et 54 C.P.C.*

Attendu que (1) Il existe des indices sérieux de culpabilité;  
que la peine comminée par la loi est Supérieure à 6 mois de S.P.P  
qu'il y a danger de fuite

Vu l'article 32 du décret du 11 juillet 1923 :

Mandons et ordonnons que le susdit *Tachani Mwamaliza*

soit arrêté et conduit à la maison centrale d' Usumbura.

Requérons tous agents de la Force Publique auxquels le présent mandat sera exhibé de  
prêter main-forte pour son exécution, à l'effet de quoi nous avons signé le présent mandat.

Fait à *Usumbura*, le *2/10/59* 19*50*

L'Officier du Ministère Public.

*B. B. B.*

(1) Indiquer les circonstances et indices graves qui justifient le mandat d'arrêt.  
(2) Indiquer le lieu de détention.



PROCES-VERBAL D'ARRESTATION.

=====

L'An mil neuf cent cinquante, le vingt-sixième  
jour du mois de octobre , Nous FRANS Etienne,  
Officier de Police Judiciaire à compétence générale en  
Territoire d'Usumbura, nous trouvant à Usumbura, avons en  
vertu de l'article 6 du Code de Procédure Pénale, saisi  
le nommé : Zacharie Mwamiliza

indigène du Congo Belge ou des colonies voisines, originaire  
du village : Katana

Chef : Katana Territoire : Costermansville

Père : Senzoka Mère : Mwatshekeleza.

Inculpé de : Lésions involontaires. Art. 52-54 C.P.  
Infractions à la Police du Roulage.

Et attendu que l'infraction commise par cet indigène est  
punissable de plus de deux mois de Servitude Pénale et qu'elle  
est flagrante ou réputée telle, ou et attendu que l'infraction  
commise par cet indigène est punissable de au moins six mois  
de servitude pénale et que nous avons recueilli des indices  
sérieux de culpabilité, nous l'avons fait conduire à la  
prison de Usumbura.

L'Officier de Police Judiciaire,  
E. FRANS.

